



**PRÉFET
DE L'AISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Aisne
25 rue Albert THOMAS
02100 SAINT QUENTIN

SAINT QUENTIN, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CONDI PLUS

lieu-dit Le Royeux
02430 Gauchy

Références : **CON23-501**
Code AIOT : 0005104394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2023 dans l'établissement CONDI PLUS implanté 4 rue des pastels - ZI Le ROYEUX – à GAUCHY (02430).

L'inspection a été annoncée le 11/10/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONDI PLUS
- 4 rue des pastels - ZI Le ROYEUX - 02430 GAUCHY
- Code AIOT : 0005104394
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ce site est encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 février 2003, spécialisé dans la fabrication d'enveloppes en papier, sous le nom des entreprises CEPAP LA COURONNE puis SCI LE ROYEUX (arrêté complémentaire du 11/9/2020).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- conformité à l'arrêté ministériel « entrepôts couverts »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Titulaire de l'autorisation	AP complémentaire du 11/09/2020, article 1 ^{er}	/	Sans objet
2	Activités autorisées	AP complémentaire du 10/03/2015, article 3	/	Sans objet
3	Conformité à l'arrêté « entrepôt couvert »	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 Point 1.4 de l'annexe II	/	Sans objet
6		Arrêté Ministériel du 11/04/2017 Point 3.5 de l'annexe II	/	Sans objet
7		Arrêté Ministériel du 11/04/2017 Point 8 de l'annexe II	/	Sans objet
9		Arrêté Ministériel du 11/04/2017 Point 12 de l'annexe II	/	Sans objet
10		Arrêté Ministériel du 11/04/2017 Point 15 de l'annexe II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Conformité AM 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 Point 1.5 de l'annexe II	/	Sans objet
5	Conformité AM 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 Point 2.III de l'annexe II	/	Sans objet
8	Conformité AM 1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017 Point 9 de l'annexe II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

14 observations ont été formulées, susceptibles de suites administrative en cas d'inaction de l'exploitant sous un mois. Notamment :

- le changement d'exploitant et de plusieurs activités nécessitent le dépôt d'un dossier de porter à connaissance au préfet afin de régulariser la situation administrative du site ;
- des observations sont formulées sur des dispositions techniques, nécessitant qu'un échéancier de mise en conformité soit planifié.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Titulaire de l'autorisation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/09/2020, article 1 ^{er}
Thème(s) : Situation administrative, Exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SCI ROYEUX, dont le siège social est situé 14 rue Pierre JOSSE ZI des Bordes Evry, 91924 BONDOUFLE Cedex, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions figurant au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de l'installation de fabrication et de stockage d'enveloppes implantée zone industrielle de Royeux sur le territoire de la commune de GAUCHY et anciennement exploitée par la société CEPAP.</p> <p>La société SCI ROYEUX se conforme à l'ensemble des dispositions de la réglementation des installations classées incombant précédemment à la société CEPAP.</p>
<p>Constats :</p> <p>La SCI ROYEUX a été radiée du registre du commerce le 4/1/2022.</p> <p>L'entreprise présente dans le bâtiment (GARNIER Logistique) a été contactée pour réaliser cette inspection. Il s'avère que la holding GDS (GARNIER Développement Service) est propriétaire du</p>

<p>site depuis 2020.</p> <p>Le locataire exploitant est l'entreprise CONDIPLUS (filiale de GDS), qui exploitait précédemment un autre entrepôt 12 rue FREYSSINET dans la ZI Le Royeux (récépissés des 5/8/1993 et 21/7/2004) : le transfert d'activité et la cessation de ce site n'a pas été signalé au préfet (2023-Obs-01).</p> <p>Le changement de bénéficiaire de l'autorisation préfectorale de SCI Le Royeux vers la société CONDIPLUS aurait dû être signalé, conformément aux prescriptions de l'article L.181-15 du code de l'environnement (2023-Obs-02) : <i>"Le changement de bénéficiaire de l'autorisation environnementale est subordonné à une déclaration auprès de l'autorité administrative compétente ou à une autorisation de celle-ci, dans les cas et les conditions fixés par le décret prévu à l'article L.181-32"</i>.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Activités autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/03/2015, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de classement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Activités autorisées :</p> <p>2445 (A) – Transformation du papier, carton – production d'enveloppes : 150 t/j</p> <p>1510 (E) – Entrepôts couverts – cellules de 49700 m³ – Total de 198800 m³</p> <p>1530 (E) – Dépôt de papier, carton – 35450 m³</p> <p>2450 (D) – Imprimerie – 95 kg/j par flexographie</p> <p>2925 (D) – Charge d'accumulateurs – 130 kW</p> <p>1414 (DC) – Remplissage de gaz inflammable depuis une cuve de GPL de 2 t</p>
<p>Constats :</p> <p>Le changement d'exploitant s'est accompagné d'une évolution des activités exercées : le site ne produit plus d'enveloppes en papier, mais réalise du copacking de produits alimentaires, de soin du corps, ou divers (9000 références environ)(2023-Obs-03)</p> <p>Les fiches de données sécurité des produits stockés (ou susceptible de l'être) sont à collecter (2023-Obs-04), afin de définir précisément les rubriques désormais exploitées.</p> <p>Le volume maximum de papier / carton a été estimé à environ 4721 m³ lors de l'inspection (activité enregistrée pour 35450 m³).</p> <p>La transformation papier / carton a été arrêtée, de même que l'activité flexographie, et le remplissage de gaz inflammable (2023-Obs-05).</p> <p>La chaudière de 3 MW fonctionnant au gaz naturel est à déclarer (rubrique 2910 A2)(2023-Obs-06).</p> <p>L'article L.181-14 du code de l'environnement prescrit que <i>"Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L.181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées."</i></p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conformité AM 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 1.4 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; [...]
Constats : Un état des stocks est tenu ; il identifie chaque produit par zone de stockage. Les matières dangereuses stockées doivent être identifiées selon leurs phrase de risque (classification CLP), et rubrique de classement (1510, 1530, 26xx, ou 4xxx)(2023-Obs-07).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conformité AM 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 1.5 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions en cas d'incendie
Prescription contrôlée : En cas de sinistre, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et réaliser les premières mesures de sécurité. Il met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe et par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe. [...]
Constats : Le site ne dispose pas de POI. Le plan de défense incendie est en cours de rédaction, et devra être opérationnel au 31/12/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conformité AM 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 2.III de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres. [...] Pour les installations existantes [...] cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2025. [...]
Constats : Les zones de stationnement sont situées à plus de 10 m des murs de l'entrepôt, et aucun stockage fixe n'a été constaté à l'extérieur. Les bennes de déchets seront à déplacer à plus de 10 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conformité AM 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 3.5 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition des services d'incendie et de secours
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : <ul style="list-style-type: none">• des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;• des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; Ces documents sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de cette annexe.
Constats : Le plan des locaux est disponible, figure les moyens de secours, mais nécessite d'être complété par les risques présentés dans chaque local (2023-Obs-08). Les consignes et procédures rédigées sont en cours de rédaction (2023-Obs-09).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Conformité AM 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 8 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Matières dangereuses et chimiquement incompatibles
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines. Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.
Constats : La visite de l'entrepôt a permis de constater qu'une grande majorité de produits ou matières stockés sont des produits alimentaires ou cosmétiques, des emballages carton et présentoirs en carton ou métal. Un produit fongicide (THIOPRON RAINFREE), doté du pictogramme GHS07 a été constaté : selon la FDS collectée par l'inspection, ce produit serait classable au titre de la rubrique n°4510 (2023-Obs-10) . L'ensemble des produits stockés relevant d'une rubrique 4xxx sont à identifier, à mentionner dans l'état des stocks, et gérés selon une grille de compatibilité à établir (2023-Obs-11) .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Conformité AM 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 9 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique d'incendie
Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 m sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 m est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : <ol style="list-style-type: none">1. Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;2. Hauteur maximale de stockage : 8 m maximum ;3. Largeurs des allées entre îlots : 2 m minimum. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 m par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :

<ul style="list-style-type: none"> • 7,60 m pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; • 5 m par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 l ; <p>- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.</p> <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</p> <p><i>Cette disposition est applicable à/c du 1/1/2023</i></p> <p>Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert.</p> <p><i>Cette disposition est applicable à/c du 1/1/2026.</i></p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une distance de 1 m est maintenue entre le haut des produits stockés en rack et les têtes de sprincklage.</p> <p>L'essentiel des produits dans la zone entrepôt sont stockés en rack, espacés de plus de 3 m.</p> <p>Aucun produit liquide inflammable n'a été constaté lors de l'inspection ; des cartons de bouteilles d'alcool ont été constaté (champagne et whisky à 40%, ne relevant pas de la rubrique n° 4755).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Conformité AM 1510

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 12 de l'annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.</p> <p>Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ</p>

d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. L'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : La détection incendie est assurée par le système d'extinction automatique, mais ce dispositif a été conçu pour une activité différente (exploitant précédent : fabrication et stockage d'enveloppes en papier) : l'adaptation à la nouvelle activité est à justifier (2023-Obs-12) .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Conformité AM 1510

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 15 de l'annexe II
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et équipements métalliques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>A l'exception des racks recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique, les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, racks) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur de degré au moins REI 120 et des portes de degré au moins EI2 120 C, munies d'un ferme-porte. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2.</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>Pour tout entrepôt soumis à enregistrement ou autorisation, l'installation d'équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque est conforme aux dispositions de la section V de l'arrêté du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p>Cette disposition est applicable aux installations nouvelles dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur au 1/1/2021. Cette disposition est applicable aux installations existantes et aux autres installations nouvelles pour lesquelles la réglementation antérieure l'exigeait.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de contrôle des installations électriques date d'octobre 2022, et comporte de nombreuses observations (2023-Obs -13) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 14 sur la HT (dont 6 récurrentes) • 104 sur la BT (dont 60 récurrentes) <p>Le contrôle par thermographie infrarouge a mis en évidence 3 anomalies.</p> <p>Un interrupteur permettant de couper l'alimentation électrique générale est situé à proximité de la porte du poste de transformation électrique, accessible depuis l'un des accès aux cellules de l'entrepôt.</p>

<p>Les racks sont recouverts d'un revêtement permettant leur isolation électrique.</p> <p>Le poste de transformation électrique est situé dans l'entrepôt, dans un local dédié (murs en parpaings). La conformité des portes et ferme-portes n'a pas été contrôlée.</p> <p>Le contrôle des installations de protection contre le risque foudre date de novembre 2022 : l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, ainsi que le carnet de bord et les rapports de vérification sont à mettre à retrouver ou reconstituer (2023-Obs-14) : le rapport conclue par un avis suspendu sur 4 points.</p> <p>Le site est dépourvu de panneaux photovoltaïques.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet